

Vidéo communauté Germanophone

L'expérience de deux guerres mondiales et trois changements de nationalité en 25 ans ont laissé des traces qui rendent difficile une approche sereine de cette histoire.

L'époque prussienne (1815-1919)

- La communauté germanophone sort de 20 ans de domination française
 - un climat politique qui s'est amélioré + industrie du textile d'Eupen qui connaît un essor
 - mais jamais un sentiment d'attachement réel pour la « patrie française n'a vu le jour »
- intégration en Prusse (dans la province Rhénane de la Prusse)
 - ne fut pas perçue de la même manière dans les trois cantons d'Eupen, Malmedy et Saint-Vith (formeront les deux cercles d'Eupen et Malmedy)
 - à Malmedy, on s'accommode assez bien (on tolère même l'usage du français dans l'administration malmédienne)
 - à Eupen : une attitude de grande prudence car
 - perception de la Prusse comme État protestant
 - opposition traditionnelle des Eupenois à un régime politique trop fort (régime prussien considéré comme reposant sur l'ordre et la discipline)
 - début d'un long déclin de l'industrie drapière (l'une des plus grandes conséquences) car perte de l'espace éco français + consommation insuffisante en Prusse + protectionnisme des différents pays européens
- sentiment national
 - le sentiment d'attachement à l'État prussien ne se renforça que vers 1860
 - les derniers habitants qui avaient connu le régime autrichien disparurent
 - la scolarité obligatoire contribua au développement d'un patriotisme prussien
 - succès de la politique de Bismarck (homme d'État prussien puis allemand)
 - identification avec l'Empire allemand de 1871 plus forte que celle du Royaume de Prusse
- un patriotisme allemand
 - le Zentrum (parti allemand) systématiquement le plus populaire
 - autour de l'an 1900, personne dans les 2 cercles ne remet en question ni l'appartenance de ce territoire à l'empire allemand, ni la fidélité à la dynastie de Hohenzollern
 - existence du club wallon (fondé en 1898) + abbé Nicolas Pietkin reste attaché à la défense du wallon et de la culture de la région
 - 1914 : la presse d'Eupen et de Malmedy évoqua la nécessité d'une expédition punitive contre l'ennemi héréditaire : la France
 - 1916 : toute la ville d'Eupen déborde de patriotisme « nous les écraserons, ces infâmes, qui viennent envahir notre patrie ! »

- La Première Guerre mondiale

- 4 ans plus tard, le bilan pour la pop d'Eupen-Malmedy s'avère lourd. 1800 habitants sont tombés ou portés disparus.
- La défaite de l'Allemagne fut accueillie dans les cercles « avec un sentiment de stupeur incrédule et de résignation renforcé par des pertes humaines lourdes et des privations »
- + de 100 ans après le Congrès de Vienne, la région redevient l'objet d'une Conférence de la Paix. Pourquoi ? présence de troupes alliées, en l'espèce britanniques

L'entre-deux guerre (1919-1940) : une époque de déchirements profonds

A. La naissance des revendications belges : une remise en contexte

- Fin 19^e siècle
 - Naissance du concept de « civilisation belge » développé par Henri Pirenne
 - Doivent faire partie de l'État belge toutes les localités qui ont appartenu aux duchés de Limbourg et de Luxembourg
 - Dans cette perspective, les cantons de Saint-Vith, Malmedy, Kronenburg, Schleiden et Eupen ainsi que l'arrondissement de Bitburg devraient être intégrés dans le royaume
- La « Grande Belgique »
 - Tous ces projets d'agrandissements territoriaux constituent des rêves intellectuels de quelques élites (Emile Banning, Pierre Nothomb)
 - Mais l'équilibre géopolitique en Europe n'aurait jamais permis leur concrétisation jusqu'à la Première Guerre mondiale
 - Démontre la faiblesse stratégique de la Belgique à sa frontière orientale et fournit de nouveaux arguments aux partisans d'une « Grande Belgique »

B. Le traité de Versailles

- « Nation martyre » : l'invasion de la Belgique en août 1914 et la résistance acharnée des troupes belges derrière l'Yser a favorisé l'image d'une « nation martyre »
- Les plans belges jouirent d'une certaine compréhension dans les milieux internationaux
- Le Conseil Suprême des Alliés décida la création d'une commission pour les affaires belges
 - La Belgique et l'Allemagne n'y étaient pas représentées mais le président de la commission, le Français, André Tardieu était un défenseur convaincu des intérêts territoriaux belges
- Il n'est pas question de donner des territoires néerlandais ou luxembourgeois à la Belgique
- Le rattachement de La Calamine (anciennement Moresnet-Neutre) fut accepté sans discussion (jusque-là cogéré par la Prusse et la Belgique)
- Après beaucoup de discussions, les cercles d'Eupen et de Malmedy furent rattachés à la Belgique
 - Eupen : 4000 habitants signent une pétitions en 4h
 - Malmedy : 8330 habitants signent une pétitions

→ ces pétitions ne parviendront jamais à la conférence

- La décision de Versailles
 - 28 juin 1919 : le traité de Versailles est signé et comporte 3 articles concernant le rattachement des cercles d'Eupen et de Malmedy
 - Article 34 : l'Allemagne « renonce en faveur de la Belgique à tous les droits et titres sur le territoire comprenant l'ensemble des cercles d'Eupen et de Malmedy »

C. Le gouvernement Eupen-Malmedy

- Mission militaire : la présence belge sur le territoire d'Eupen-Malmedy connut ses débuts avec une mission militaire belge auprès du commandant britannique à Malmedy en avril 1919. En août 1919, des troupes belges entrèrent dans les 2 cercles.
→ la présence marquait la volonté belge d'éviter toute manifestation hostile
- Un gouvernement de transition :
 - Une loi cadre est votée le 15 septembre 1919
 - On nomme le lieutenant général Herman Baltia qui exerce la fonction de haut-commissaire
 - Il exerce la fonction législative et la fonction exécutive → pouvoir fort
 - Le seul moyen de contrôle était le vote du budget annuel pour le gouvernement de Malmedy + possibilité de voter des lois en passant outre le haut-commissaire
- Baltia
 - Volonté de respecter les particularités linguistiques de la région
 - Régime autoritaire voire paternaliste
- Réformes administratives
 - Niveau administratif : le nombre de commune est passé de 24 à 30
 - Les 3 cantons d'Eupen, Malmedy et Saint-Vith ont formé un arrondissement provisoire
 - Niveau judiciaire : les territoires furent immédiatement rattachés à l'arrondissement de Verviers
- Loi de milice
 - Problème posé par l'intégration des jeunes gens d'Eupen-Malmedy dans l'armée belge
 - Le fait que pères, frères ou autres parents aient combattu dans l'armée allemande pendant la Grande Guerre entra en ligne de compte
- Intégration définitive :
 - une loi d'intégration est votée le 6 mars 1925
 - Les « frères retrouvés » devinrent des citoyens belges à part entière le 1^{er} janvier 1926

D. Intégration difficile

- Mesures administratives :
 - Différentes propositions de solutions sont remises sur la table pour mettre fin au gouvernement provisoire
 - Certains proposent la création d'une dixième province comprenant les 3 cantons
 - Baltia voulu rattacher Eupen et Malmedy à la province de Liège et Saint-Vith à celle du Luxembourg → Arlon refusa
 - On pris la proposition du député Pierre David (catholique), prônant le rattachement pur et simple de tout le territoire à la province de Liège
- Conséquence économique
 - Le canton de Malmedy digéra le mieux le changement
→ l'industrie du papier et de la tannerie parvinrent à réorienter son espace commercial
 - Eupen : déclin de l'industrie drapière
 - Le plis dramatique à Saint-Vith
- Mécontentement de la pop
 - Sentiment d'être des Belges de seconde zone après les élections de 1925
- Discussion d'une rétrocession à l'Allemagne
 - Raison financière
 - Fin du projet après une opposition de la France
 - Les citoyens n'étaient pas au courant de ses négociations

E. Pro-Belges et pro-Allemands : la radicalisation d'un conflit

- Communication impossible
 - Les années 1920 ont vu la naissance de 2 camps
 - Les pro-Belges
 - Ceux qui souhaite une nouvelle consultation populaire voire la réintégration à l'Allemagne, les pro-Allemands
 - Création d'un nouveau parti en 1929 : le Christliche Volkspartei (CVP)
- Nouvelle politique belge
 - L'idée d'assimilation rapide fut remplacée par une politique plus bienveillante tenant à mieux respecter les particularités de la population de la région
 - 1927 : les députés catholiques de Verviers fondent un journal de langue allemande qui devient le porte-parole de la tendance pro-belge
→ le Grenz-Echo
- Influence allemande
 - Victoire en Allemagne pour NSADAP (parti national-socialiste des travailleurs allemand)
 - Perte de vitesse pour le CVP en Belgique
 - Tous les membres veulent le retour vers l'Allemagne
 - Mais divisés : les adeptes d'Hitler ne sont pas vus d'un bon œil

F. Heim ins Reich !

- La drôle de guerre :
 - les habitants d'Eupen-Malmedy les plus concernés par la situation internationale étaient les 1560 soldats mobilisés dans l'armée belge
 - influence de la propagande allemande pendant l'hiver 1939/1940
 - +/- 10 % des soldats germanophones désertèrent et passèrent la frontière belgo-allemande entre décembre 1939 et mars 1940
 - Une grande partie de ces soldats intègrent les rangs de Wehrmacht et deviennent des guides pour les troupes allemandes lors de l'invasion du 10 mai 1940
- La « libération »
 - Le 10 mai 1940 : les Allemands envahissent la Belgique
Dans les communes d'Eupen-Malmedy, l'enthousiasme de la population est très grand
 - Nombreux sont ceux qui applaudissent les soldats allemands dans les rues
- L'annexion
 - 18 mai 1940, le territoire d'Eupen-Malmedy est annexé au Reich
 - Après 1944, la Belgique dira que cette annexion n'est pas valide

G. Dans le Reich (1940-1944/45)

- Réaction
 - Mouvement de fuite massif en direction de la Belgique occupée, par la suite une résistance se forma et agit jusqu'à la fin
 - Dans les 3 cantons :
 - Enthousiasme
 - Gleichschaltung complète de toute la vie publique
 - +/- 7000 habitants adhèrent au NSDAP
 - 6000-7000 femmes dans la NS-Frauenschaft
 - +/- 7000 membres de la Hitlerjugend
 - Seuls 62 habitants décèdent dans des camps ou furent abattus comme résistants
 - Raisons ?
 - Peu d'expérience avec la démocratie
 - Perception de la démocratie belge qui n'a pas arrangé les choses
 - Forme de « vulnérabilité » pour les idées anti-démocratiques
 - + omniprésence du régime nazi dans la vie quotidienne
 - La guerre
 - Environ 700 jeunes hommes de la région se portèrent volontaire dans la Wehrmacht
 - Après 1941, ils furent rejoints par 8700 soldats dont 3400 ne reviendront pas
 - La terminologie des Belges germanophones les qualifie de Zwangssoldaten, enrôlés de force
→ volonté d'en faire des victimes de l'histoire

- Cette terminologie évite jusqu'à nos jours la question de la participation de ces soldats aux crimes de guerre perpétrés par la Wehrmacht sur le front de l'est
- La libération
 - Septembre 1944 : libération accueillie avec beaucoup de prudence
 - Soulagement fin de combats mais incertitude face aux sorts des soldats incorporés dans l'armée allemande
- L'offensive des Ardennes
 - Décembre 1944 : le sud de la Belgique fut énormément touché par la dernière contre-offensive allemande « l'offensive des Ardennes »
 - Malmedy et Saint-Vith destruction quasi-totale

H. Les années d'après-guerre : une « réintégration » difficile

- Mentalités d'après-guerre
 - Ce que la Belgique n'a pas réussi à faire en 20 ans, l'Allemagne l'a fait en 4 ans
→ faire des habitants d'Eupen-Malmedy de bons Belges !
- Une période troublée
 - Les semaines qui suivent immédiatement la libération de septembre 1944 furent marquées par d'anciens résistants se revendiquant de « l'armée blanche » (bien que ceux-ci contestent cette vision)
 - Ils parcourent la région et poursuivent les « collaborateurs » du régime nazi
 - Un nettoyage est réalisé : liberté individuelle, respect du domicile, et des biens n'existent plus
 - Dans les cantons il n'y a que des coupables
- Frontière belgo-allemande
 - En 1945 et 1946, + de 5000 Reichsdeutsche furent expulsés de Belgique
 - Le gouvernement belge ferme la frontière belgo-allemande (avant la guerre, les habitants des cantons de l'est assistaient régulièrement aux séances culturelles en Allemagne)
 - La frontière reste fermée jusqu'au traité belgo-allemand du 24 septembre 1956
- L'épuration civique
 - Durant la 1^{re} moitié de l'année 1945 : les autorités traitent les cas des « collaborateurs » de la région
 - Une enquête est ouverte contre 15 623 pers (25 % de la pop) > à l'intérieur du pays, on enquête contre 4,15 % de la pop
 - 1503 furent condamnées (soit 2,41%) > 4X plus élevé que dans le reste du pays (0,64%)
 - Arrêté-loi du 20 juin 1945 : déchéance de la nationalité belge
 - Ne fut appliqué qu'à Eupen-Malmedy et toucha + de 1300 familles jusqu'à la fin de l'année 1947
 - Ces personnes reçurent automatiquement la nationalité allemande

- L'assimilation :
 - Juillet 1945 : appel à la dénonciation de toute personne pouvant mettre en péril la nationalité belge
 - Le moyen de voir ça : la langue française (l'allemand doit disparaître)
 - Dans l'enseignement le français devint la langue d'instruction dans les écoles moyennes

I. Quelle autonomie pour les Belges germanophones ?

- Projet de réformes
 - Fin seconde guerre mondiale : affrontement entre Wallons et Flamands gagne en intensité
 - Concernant la minorité germanophone, le rapport Harmet de 1958 est net : préconise une relation étroite avec l'arrondissement de Verviers et la province de Liège et propose le maintien du français comme langue courante dans l'école moyenne
- La frontière linguistique
 - Base de la question d'une autonomie culturelle fut la fixation de la frontière linguistique en 1962, suivie des lois sur l'emploi des langues dans l'enseignement et dans l'administration en 1963
- 3 groupes dans la pop :
 - les prudents en continuité avec ceux qui après la guerre avaient décidé de renoncer à tout engagement politique
 - les politiquement actifs pour qui le débat autour d'une autonomie était dangereux ou pour le moins suspect
→ angoisse face à la montée d'un nouvel irrédentisme ou d'un mouvement séparatiste
 - ceux qui réclament l'égalité des droits pour la minorité germanophone par rapport aux Wallons et aux Flamands
→ parmi eux des vieux membres du CSP + un grand nombre de jeunes diplômés universitaires ou étudiants qui étaient entrés en contact avec les revendications flamandes pendant leurs études à Louvain
- la Constitution
 - réforme de l'État de 1970 : création d'un territoire de langue allemande et d'une communauté culturelle allemande dans la Constitution
 - mais au contraire des Flamands et des Wallons : pas encore de parlement

J. Vers l'État fédéral : 1973-1993

- Fédéralisation
 - L'évolution vers l'instauration d'un parlement est une « affaire bruxelloise »
 - Sans le conflit entre Flamands et Wallons : la création de la Communauté pour la minorité de langue allemande aurait été inimaginable
- quelle identité ?

- en 1980 : la 2^{ème} réforme constitutionnelle fait du territoire de langue allemande une partie de la région wallonne
- débat sur le nom de la Communauté
 - le parti régionaliste propose le nom de « Communauté allemande » (à l'instar de Communauté française et Communauté flamande)
 - les autres partis s'opposent et plaide pour « Communauté germanophone »
 - objectif : établir la différence entre « Allemand » et Belge
 - « germanophone »
- 17 mai 1989
 - Loi qui met sur un pied d'égalité la Communauté germanophone avec les deux autres Communautés
 - Mais : le problème financier, l'extension territoriale et la dépendance de la politique de la région limite les capacités d'autonomie
- Le 30 janvier 1984
 - Le 1^{er} exécutif de la Communauté germanophone de Belgique prête serment
 - Composé d'un libéral, Bruno Fagnoul + un social-chrétien Joseph Maraite + un socialiste Marcel Lejoly
- Les compétences du RDG
 - Culture, jeunesse, sport, tourisme, la famille, la santé et le social
 - En 1989 : + l'enseignement et la formation
 - Depuis 1991 : le texte allemand de la Constitution belge possède la même valeur juridique que les textes néerlandais et français.

Webographie

Bouhon, F., Niessen, C. et Reuchamps, M. (2015). La Communauté germanophone après la sixième réforme de l'État : état des lieux, débats et perspectives. *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2266-2267(21), 5-71. <https://doi.org/10.3917/cris.2266.0005>.

Brüll, C. (2013). Un passé mouvementé : l'histoire de la communauté germanophone de Belgique. *Universität Jena*. https://www.reflexions.uliege.be/cms/c_359730/fr/une-histoire-des-germanophones-de-belgique

Sinardet, D. (2008). Territorialité et identités linguistiques en Belgique. *Hermès, La Revue*, 51(2), 141-147. <https://doi.org/10.4267/2042/24188>.

Van Ypersele, L. (2004). Sortir de la guerre, sortir de l'occupation Les violences populaires en Belgique au lendemain de la première guerre mondiale. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no 83(3), 65-74. <https://doi.org/10.3917/ving.083.0065>.